

Migration & intégration

André Bleicher

On va traiter dans ce qui suit du thème : « migration & intégration ». On va tout d'abord analyser les causes de migration et dans un deuxième temps, les problématiques d'intégration. Les causes de migration sont circonscrites tout au long de la théorie du système du monde, conjointement à une relation essentielle avec la *Dreigliederung*. La problématique d'intégration est éclairée en ayant recours au concept de capital de Pierre Bourdieu, transposé sur les situations du problème des migrants — il en résulte ici un rapport qui contrecarre la *Dreigliederung* fonctionnelle. Au sens d'un fil rouge, je reprendrai quelques aspects tirés de la première conférence.

Migration

Cause de la migration dans l'histoire

Laissez-moi commencer par une constatation générale : quitter son pays ou bien en être chassés de force, ce n'est pas là un phénomène nouveau. Je ne vais pas entrer dans le détail ici des grandes invasions, mais il devrait être clair que le fait de quitter son pays ou bien d'en être chassé, relève de l'histoire de l'humanité — il était tout autant répandu aux époques bibliques que durant l'empire romain et naturellement encore dans l'histoire moderne. Un mouvement de migration peut aussi se déclencher, autrement que par des causes de guerres, mais avant tout aussi par des crises environnementales, comme lors du petit âge glaciaire, à la fin du Moyen-Âge.¹ Dans des guides voyage au Yorkshire ou d'autres pays du nord, vous pouvez lire qu'autrefois on y cultivait la vigne — chose impensable pour la vision actuelle. C'est là une conséquence du petit âge glaciaire, lors duquel la limite de la culture de la vigne a nettement été repoussée vers le Sud. Bien entendu, cela a provoqué des ruptures et effondrements dans les possibilités de vie et déclenché des mouvements de migration de populations. De telles crises environnementales, il y en eut toujours et on dut tout d'abord en venir à bout à l'intérieur même de l'espace européen.

Il est intéressant de constater que dans ces derniers siècles, le continent européen fut le continent de départ d'émigrations. Cela a essentiellement à faire avec la colonisation du monde qui prit son départ de ce continent et l'impérialisme européen qui y prit son essor — en particulier vers le Sud et le Nord de l'Amérique. Se rajoute à cela que les Européens provoquèrent aussi des migrations dans d'autres régions du monde, tout particulièrement au travers du commerce des esclaves. Il faut rappeler par ailleurs que dans la première moitié du 20^{ème} siècle, suite au départ et à l'expulsion provoqués par des Allemands, des millions d'êtres humains s'enfuirent d'Europe dans des régions les plus éloignées du monde et durent y prolonger une vie modeste.

L'Europe fut donc longtemps le continent dont partait l'émigration. Si cette possibilité de migrer n'avait pas existé, par ailleurs, les dévastations en Europe eussent à peine été maîtrisables. Pensez donc à la grande famine en Irlande — *the great famine* — tandis que sévissait le mildiou de la pomme de terre durant plusieurs années et que ceux qui souffraient de la faim, pour autant qu'ils en avaient les moyens, émigrèrent aux USA. Ou bien pensez aux nombreux Écossais qui furent expulsés et chassés de leurs terres par les Aristocrates.

Avec la découverte du Nouveau Monde, se produisirent des mouvements de migration vers les USA et vers l'Amérique du Sud et avec la colonisation, débutèrent des mouvements migratoires aussi en Afrique et vers l'Asie, car ces continents disposaient encore de « taches blanches » sur leur carte. L'Europe a donc, pour le dire ainsi, envoyé dans le monde entier, un problème « fait-maison ». La statistique économique révèle que nous eûmes à faire à une économie relativement statique, jusqu'à la révolution industrielle. La croissance économique oscillait pendant cette période au maximum de 0,1%. Avec la Révolution industrielle, s'ensuivit une augmentation exponentielle de la productivité, dont résulta une population redondante² — « *redundant population* [en anglais dans le texte, *ndt*] ». Cette population superflue n'était plus à

¹ https://de.wikipedia.org/wiki/Kleine_Eiszeit

² Voir Richard David 1817 (2002) : *On the principles of political economy and taxation*. Ch. 31: *On Machinery*. Londres

utiliser dans la production, puisque ses forces de travail, suite à l'augmentation de la productivité, se voyaient dévaluées, car devenues inutiles et cette population redondante n'était pas non plus utilisable par la consommation, puisque désavantagée par le marché. Cette population superflue ne disposait en effet d'aucune sorte de revenu ni de pouvoir d'achat. Ceci devrait suffisamment rendre clair le fait qu'avec l'évolution de la productivité intervenant dans la révolution industrielle, quelque chose de nouveau survint : désormais, les origines des migrations n'étaient plus à ramener aux crises de conditions environnementales modifiées ou bien de guerres, mais au contraire et avant tout, aux conditions économiques elles-mêmes.

Avec la seconde phase de la globalisation — la première coïncidant pour l'essentiel avec l'avènement de l'empire britannique — celle qui s'installa autour de 1970, que nous pouvons aujourd'hui désigner comme le néolibéralisme, il n'existe plus désormais de « taches blanches » sur les cartes globales du monde qui ne soient plus saisies par le principe capitaliste. Nous avons à faire à un monde qui est très densément colonisé, dans lequel le principe selon lequel avec le capitalisme d'industrie constamment des parties de population sont déclarées redondantes, mises « hors circuit » et envoyées ensuite dans quelques régions colonisées. Nous n'avons donc plus aucune « tache blanche » aujourd'hui, dans laquelle on puisse réinstaller des populations qui, à l'instar des populations du Bengale, sont déplacées suite à la dévastation de la région (*global Warming*), ou à la suite de la production industrielle capitaliste.

Causes pour le renversement de la migration vers l'Europe

Je voudrais montrer dans ce qui suit comment un tel renversement du mouvement migratoire s'est produit et qu'à présent a lieu une émigration depuis l'Afrique, la Chine et autre. Je vais tenter de l'expliquer à l'appui de trois thèses.

Depuis des années, un afflux de population constant se laisse enregistrer. Dans ces 20 dernières années, il n'y a que deux années où, dans la République Fédérale d'Allemagne, il y eut une émigration nette, sinon on a toujours enregistré une immigration nette de population. Les chiffres de 2016 ne sont pas encore présentés par l'administration fédérale. Nous devons donc nous contenter de la statistique de 2015. Celle-ci atteste qu'il y a toujours une immigration nette, lorsqu'on solde les départs et les arrivées de population. On pourrait déjà conclure, rien que par conformité à cette loi stable, sans oscillation, que le problème d'afflux de population n'est pas à éliminer du monde, ou selon le cas, à endiguer, quand bien même on surveille les frontières encore aussi rigoureusement qu'il soit possible de le faire.

Mais que se cache-t-il donc là-dedans ? Pourquoi surtout y a-t-il une immigration ? Les théories de migration renvoient toutes, sans exception, à une motivation qui se trouve de manière prépondérante récapitulée par les politiciens conservateurs dans le stéréotype du « réfugié économique ». En conséquence, l'immigration se voit économiquement dynamisée.

Les auteurs classiques de l'économie parlent exclusivement de facteurs économiques³, dirigeant les mouvements de migration ; les néo-classiques sont encore plus précis avec la nuance qu'ils réduisent les causes de fuite de population par le fonctionnement de l'offre et de la demande de travail : lorsque quelqu'un vit dans un district où il n'y a plus de travail, il va là où il y en a. C'est pourquoi selon leur opinion, on en arrive à des mouvements migratoires.⁴

La théorie de la segmentation du travail⁵ circonscrit finalement la manière dont les choses se passent. Sur la base du fait concret que la productivité dans les pays industriels est très élevée, on en arrive à une immigration dans la verticale. Cela signifie que les pays industriels peuvent s'acquitter dans une certaine mesure, d'une bonne vie de l'esprit, ce qui conduit à augmenter l'éducation et la formation. Avec la

³ Voir Ravesteyn, Ernest George (1885) : *The laws of migration*. *Journal of The Royal Statistical Society*, vol. 48, pp.167-277.

⁴ Voir Stark, Oded (1991) : *The migration of Labor*. Cambridge

⁵ Voir Piore, Michael (1979) : *Birds of passage : Migrant Labour and Industrial Societies*. Cambridge

conséquence que de nombreuses personnes ne veulent plus accomplir un travail « inférieur », raison pour laquelle, soudain, un secteur prend naissance avec une demande plus propice de travail. Le phénomène des travailleurs étrangers [*Gastarbeiter*, l'allemand est plus positif ici : car il parle de travailleurs « invités », *ndt*], l'absorption formelle d'immigrants dans les années 60 et 70 reposait sur une telle évolution.

Si l'on implique les théories de la migration, on doit donc dire que des ressorts économiques sont vus pour l'essentiel à l'origine de la migration.

La théorie du système de la « bande des quatre » [*Viererbande*]

Il existe encore une meilleure explication des origines de la migration, qu'a développée la « bande des quatre »⁶ comme on l'appelle — à savoir : Samir Amin, André Gunder Frank, Immanuel Wallerstein et Giovanni Arrighi — dont deux, Frank et Arrighi, sont prématurément décédés. Il ne s'agit donc plus que d'un duo. Or ces quatre-là ont développé quelques très bonnes idées et les ont publiées dans un article intitulé : *The dynamics of Global Crisis* [*La dynamique de la crise globale*]⁷, en améliorant grandement la théorie du système développée dans les années 60 et 70 à Dares Salaam [Tanzanie]. Ce qui fut commun à la bande des quatre, c'est une perspective radicale du tiers-monde, c'est pourquoi leur explication de la migration, que je voudrais brièvement commenter ici, apparaît tout aussi bien intégrale que compréhensible.

La théorie du système voit le monde articulé en centres, les USA étant les premiers en tout, ensuite les centres de l'Europe, donc l'Angleterre, l'Allemagne et, un peu plus loin, la France. Ces centres sont caractérisés du fait qu'ils sont industriellement hautement innovateurs et productifs. Sur la base de cette productivité élevée, des latitudes de répartition existent dans ces centres vers les deuxième et troisième secteurs de l'économie, qui contribuent, en plus, à pacifier partiellement la relation entre travail et capital. Une économie hautement productive dispose — référée à ses produits — d'une marge de gain relativement grande et peut avec cela, tout d'abord, pacifier ou selon le cas aplanir, les conflits sociaux de sorte que les marges de répartition sont épuisées. Le conflit fondamental n'est certes pas résolu, mais ceux qui ont un emploi se tiennent tranquilles. La situation des années 60 et 70 peut être caractérisée de cette façon. Les centres industriels enregistrent un haut développement de productivité ; des grèves, déclenchées dans l'esprit d'une lutte des classes, sont alors en échec, parce que ceux qui travaillent se calment de nouveau après un relèvement sensible de leur salaire.

La bande des quatre compléta ces contextes décrits plus haut, en allant voir aussi à la périphérie, là où a lieu une création de valeur, de nature avant tout primaire. Dans la théorie du système, il est d'usage — autrement que, par exemple, dans la théorie de la modernisation — de considérer le développement et le sous-développement comme des variables qui ne restent pas indépendantes l'une de l'autre — ou bien voire même de les effacer, sur la base d'un modèle explicatif relevant du culturalisme — mais au contraire, au lieu de cela, on construit ici un lien entre développement et sous-développement, or ce lien recourt au comportement de dépendance et d'exploitation, dans le cadre de la répartition internationale du travail. Pour le développement et le sous-développement, le système capitaliste se révèle lui-même responsable, avec ses structures de dépendance, sous la forme de la dépendance entre métropoles et des satellites, et certes autant pour le sous-développement des régions périphériques, que pour le développement des centres. Le sous-développement est donc le processus qui s'installe, dès que des régions périphériques sont articulées au sein du système capitaliste et, qu'à ces régions devenues satellites, un surplus leur est dérobé, sans que le capital pût y affluer en retour, à la même hauteur. La théorie du système regarde donc la relation entre des centres globaux et des périphéries et ne conçoit pas le développement comme un phénomène régional endogène.

⁶ Plus de détail à ce sujet : Arrighi, Giovanni (2009) : *le sentier entortillé du capital. Un entretien avec David Harvey, des analyses avec Beverly J. Silver au sujet de l'histoire universelle du mouvement des travailleurs et de la Chine*. Hambourg.

⁷ En allemand : Amin, Samir ; Arrighi, Giovanni ; Frank, André Gunder & Wallerstein Immanuel (1986) : *Dynamik der globalen Krise*. Opladen.

Le secteur primaire d'une économie renferme l'agriculture, l'extraction des minerais, les mines et autres. En règle générale, nous y trouvons un développement plutôt mince de la productivité. Lorsque j'étais encore professionnellement actif, en Allemagne de l'Est, j'ai longtemps étudié les mines et je sais qu'il y a là aussi une sorte de développement de la productivité. Pourtant, cette activité est encore très fortement dépendante des bases de la nature, on ne peut pas infiniment lui amener de « l'esprit » [pour en améliorer la productivité, *ndt*] à savoir, que la roche doit toujours être physiquement extraite, remontée et transportée et autres. Dans ce sens, le développement de la productivité n'est manifestement pas élevé, raison pour laquelle il y a dans, ce secteur, une demande de forces de travail relativement favorable, afin que le puit d'exploitation paye l'exploitant. Pour ne pas avoir dans ses centres des conflits qui vont de pair entre secteurs productifs inférieurs et ceux supérieurs, le système déplace cette sorte de création de valeur vers les pays ou régions périphériques : vers l'Afrique, l'Australie, l'Asie et autres. Les régions périphériques se caractérisent par la prédominance d'un travail intense, quant à la manière de produire, or elles ne nécessitent pas un capital intense. Étant donné qu'il y a dans le monde entier beaucoup de producteurs qui produisent ces denrées, étant donné que la quantité de capital qui doit y être investi dans ces productions est relativement faible, la concurrence est relativement élevée sur le marché ce qui fait très rapidement tomber le rendement du profit. De ce fait c'est à peine si des devises reviennent pour alimenter ces régions, au moyen de l'exportation.

Ce qui importe pour les représentants de la théorie du système mondial, c'est la découverte que sur la base de cette « périphérisation » est reliée un renouvellement constant des potentiels migratoires dans le sillage de l'expansion capitaliste. Avec l'évasement du processus d'accumulation, on en arrive à l'insertion subordonnée de nouvelles régions dans la répartition internationale du travail, ce qui a pour conséquence une marchandisation du pays et une périphérisation toute générale. La périphérisation rend les forces du travail « superflues », parce que, et du fait que, des formes traditionnelles de reproduction sont perturbées ou détruites. Selon Cohen⁸, le « cœur d'une théorie économique de la migration » repose dans cette dynamique d'intégration, désintégration et migration. Ainsi des potentiels migratoires prennent naissance, à savoir que se forment des *pools* [ici groupements d'êtres humains, *ndt*] prêts à une migration volontaire. “*Sustained labor migration requires the penetration of the political and economic institutions of the dominant unit — nation-state or region — into the subordinate one. This penetration creates imbalances between sectors and institutions of the subordinate unite, which lead eventually to labor displacement. Imbalances are induced from outside, but become internal to the structure of the weaker societies. This internal balances, not invidious comparisons with the wealth of more developed regions, are what underlies sustained processes of labor migration*”⁹

Un autre point sur lequel la théorie du système mondial attire l'attention, c'est le rôle des états. Des états interviennent directement et indirectement dans la mobilisation des migrations — des décisions religieuses et politiques, par exemple, ou la formation d'état, ont déclenché et déclenchent encore de vastes expulsions et migrations du travail qui furent (et sont encore) constamment mises en branle par des compagnies et monopoles de manière totalement ciblée telle que celles qui le firent par les transports par bateaux des esclaves au 17^{ème} siècle tardif. Aujourd'hui de plus en plus d'états de la périphérie de l'économie mondiale (par exemple, les Philippines [si vantées comme exemples dans les milieux anthroposophiques, *ndt*], la Corée du Sud, l'Indonésie, le Sri Lanka ou l'Égypte) contribuent là-dessus de manière croissante à fomenter une politique

⁸ Voir Cohen Robin (1987) : *The New Helots [Ilotes ou esclaves, ndt]. Migrant in the International Division of Labour*. Aldershot.

⁹ [En français « d'ici » : « La migration durable du travail requiert la pénétration des institutions politiques et économiques de l'unité dominante — état nation ou région — dans l'unité subordonnée. Cette pénétration crée des déséquilibres entre des secteurs et institutions de l'unité subordonnée, lesquels finissent par conduire à un déplacement du travail. Des déséquilibres sont introduits de l'extérieur, mais deviennent des équilibres à l'intérieur de la structure des sociétés plus affaiblies. Ces équilibres internes, et non pas des comparaisons désobligeantes d'avec la prospérité des régions plus développées, sont ce qui entretient des processus de migration du travail. » *ndt*] Voir : Portes, Alejandro ; John Walton (1981) : *Labor, Class, and the International System*. New York, p.31, de manière analogue Sassen Sakia (1988) : *The Mobility of Labor and Capital. A Study in international investment and capital flow*. Cambridge.

de migration active. Leur objectif étant de réduire le chômage chez eux et de parvenir à une affectation en devises en retour de la part des émigrés.

À l'intérieur de la théorie du système mondial, Wallerstein définit une catégorie intermédiaire : la semi-périphérie. Celle-ci se distingue du fait qu'elle exploite les domaines périphériques tout en étant exploitée elle-même, dans le même temps, par le centre. Dans ces semi-périphéries, sont fabriquées des marchandises capital-intensives et de celles capital-non-intensives, en proportion relativement équilibrée. La semi-périphérie n'est pas une « catégorie de reste » du domaine, laquelle ne s'adapte pas aux deux premières, mais joue au contraire un rôle important pour maintenir l'ordre du système moderne : à savoir que ce domaine médian [...] détourne en partie la pression politique que les groupes, principalement localisés dans les domaines périphériques, eussent sinon dirigée directement contre les états centraux et les groupes qui à l'intérieur de ceux-ci y opèrent avec l'aide de la machinerie d'état. »¹⁰

La semi-périphérie assume, d'une certaine manière, la même fonction pour le système de valeur moderne que la classe moyenne, dans les états centraux eux-mêmes : elle empêche en effet que des oppositions s'entrechoquent directement et que la polarisation sociale n'apparaissent alors que par trop clairement. C'est pourquoi on tolère que dans la semi-périphérie, existent souvent des régimes autoritaires, lesquels ne sont pas en accord du tout avec le modèle de valeur des démocraties libérales. Franklin D. Roosevelt est censé avoir répondu à la question de la raison pour laquelle il tolérait le dictateur du Nicaragua, Somoza, : « *Somoza may be a son of a bitch, but he's our son of a bitch. [Il se peut que Somoza soit un fils de pute, mais c'est notre fils de pute à nous, ndt]* ». [Cette phrase fournit une explication de la raison pour laquelle les pays démocratiquement dirigés des centres globaux tolèrent le fait qu'il existe des régimes autoritaires dans leur semi-périphérie ou dans leur périphérie : parce qu'ils s'en servent ! Si vous transposez la déclaration de Roosevelt aux années actuelles, 2015, 2016 et 2017, bref vous retrouvez celle de la Chancelière fédérale, Angela Merkel, selon laquelle on a besoin de Erdogan comme stabilisateur dans la semi-périphérie, lequel nous tient les réfugiés à distance, lorsqu'on le paye pour cela. Ou bien encore Romano Prodi — à l'époque où il était président de la Commission européenne — honorait pour la même raison Muammar al-Kadhafi de tenir en ordre la périphérie — dans l'esprit des centres.

En se rattachant à la contribution de Albert Schmelzer [*Les mémorandums de Rudolf Steiner de 1917* [traduit en français : SIAS417.DOC, ndt] je peux mentionner qu'il existe des recherches de la théorie du système mondial qui affirment qu'après la première Guerre mondiale, parallèlement au processus de réorganisation en Europe, une réorganisation de l'empire ottoman eut lieu [le fameux « homme malade » de l'Europe, ndt]. On y créa des régions les plus inhomogènes possibles au plan ethnique, afin qu'y règne un affrontement permanent. On peut considérer cela, au fond, comme une inversion de la *Dreigliederung* fonctionnelle : à savoir la création d'un espace culturel très, très inhomogène, organisé en état national, avec la moindre différenciation fonctionnelle possible, avec l'objectif que cet espace ne puisse jamais être pacifié. Une telle périphérie, qui ne peut jamais se ressaisir et, parce que toujours déchirée par des affrontements constants, se soulève contre le centre et pour cette raison peut laisser apparaître comme un moindre mal l'instauration d'un régime autoritaire. [Voir à cet égard les trois contributions fondamentales de Claudius Weise, qui décortiquent ce mécanisme politique à l'occasion du centenaire de l'accord franco-britannique secret, Sykes-Picot de 1916, parues dans la revue *Die Drei* 3,4,5/2016 [Traduites en français toutes trois et disponibles sans plus auprès du traducteur : DDCW316.DOC, DDCW416.DON & DDCW516.DOC. ndt]

En appui à la théorie du système, je voudrais à présent présenter trois thèses à partir desquelles on peut inférer trois raisons de la migration.

Thèse 1 : La dynamisation de la globalisation concerne le monde entier

¹⁰ Voir Wallerstein, Immanuel (1986) : *Le système mondial moderne — les débuts de l'agriculture capitaliste et l'économie mondiale européenne au 16^{ème} siècle*, Francfort-sur-le-Main, p.520.

Quarante-six pour cent de la production de la République Fédérale d'Allemagne part à l'exportation, le libre commerce est donc une nécessité existentielle pour un pays comme l'Allemagne. Si l'exportation était rompue à la suite d'une crise du système, la nation exportatrice, Allemagne, se transformerait en une économie de la pauvreté. Ce résultat de la globalisation, qui ne se laisse plus simplement dénoncer, a besoin pour cette raison d'un système mondial intégré dont la dynamique vise essentiellement à faire passer le monde entier en un grand marché.

Thèse II : La globalisation ne tient pas ses promesses

Sur la base de cet accommodement total pourtant, la globalisation ne peut pas tenir ses promesses, pour le préciser, elle ne peut pas :

- supprimer la pauvreté,
- diffuser et répandre la démocratie et les droits de l'homme,
- diminuer la pression migratoire.

Pour formuler cela d'une manière très simplifiée : le commerce international est quelque chose de merveilleux, lorsqu'il associe les économies politiques qui sont quelque peu au même niveau de productivité et — comme l'hypothèse de Ricardo — se trouvent dans des états d'équilibre. Cette hypothèse du modèle d'économie classique, décrit pourtant en règle générale des états d'exception qui, dans le cas général, reflète la théorie du système mondial. Des centres qui se retrouvent dans des crises de sur-accumulations, ne peuvent résoudre leurs problèmes que par des conquêtes de territoires à leur périphérie. Le fait est que la dynamique endettée de la globalisation fait naître des crises financières qui peuvent encore être interceptées dans une société hautement productive, mais qui dans une économie moins productive, touchent sévèrement le marché. Les progrès sociaux s'en retrouvent aussi très inégalement répartis. Ils se limitent au 1/5^{ème} de la population mondiale, à savoir celle qui est riche. Ce qui signifie :

- qu'on n'en arrivera en aucune façon à éliminer la pauvreté,
- que l'élévation croissante de la productivité mènera plutôt à une plus grande inégalité,
- que le système du marché libre conduira à ce qu'il y ait à peine d'espaces protégés et les personnes concernées seront donc contraintes à émigrer.

Phénomène « économie aux frontières »

À cet endroit je me permets une intercalation. La poussée migratoire de ces dernières années laisse devenir manifeste quelque chose : les centres commencent à se cloisonner, il en naît un nouveau champ d'affaires à faire : « l'économie aux frontières ». C'est-à-dire que les centres investissent vraiment beaucoup d'argent pour assurer leur démarcation cloisonnée. Le système de surveillance des frontières en Europe [*European Border Surveying System*, en anglais dans le texte, *ndt*] a déjà englouti, en dix ans, 200 millions d'€ ; *Frontex*, le système de *management* des frontières de l'UE, depuis sa fondation en 2004, pour la coordination des contrôles aux frontières, a déjà coûté au moins 1 milliard d'€. Se rajoutent à cela les contributions à deux chiffres en millions d'€ pour ce qu'on appelle la surveillance du *Hardware*, à savoir les drones, bateaux, ainsi que les clôtures, qui sont actuellement édifiées dans de nombreux pays, en Espagne, Italie et Bulgarie. Les sommes qui sont payées par des migrants renvoyés à la déportation, ne sont pas du tout connues encore, car très difficiles à découvrir. La promesse non tenue de la globalisation entretient avec cela, dans l'intervalle, un nouveau « *business* » [en anglais dans le texte, *ndt*] — des services de prestations sécuritaires globaux ayant pour but de dresser un cloisonnement vis-à-vis de la périphérie.

Thèse III : La dégradation écologique ruine les agricultures

Permettez-moi de formuler la troisième thèse : celle d'une migration renforcée par la dégradation écologique. Pour ne mettre en évidence que l'exemple de la Syrie : il est entre temps bien documenté que la Syrie — qui fait partie des pays très fertiles de ce qu'on appelle le croissant fertile — a dû enregistrer au nord, de 2006 à 2011, la plus grave sécheresse de son histoire. Que signifie une sécheresse ? Elle a pour

effet que les récoltes des fermiers s'effondrent sur leurs surfaces cultivées. Si dans le même temps, ils sont endettés, ils doivent dès lors abandonner leur activité. La migration s'ensuit donc, tout d'abord à l'intérieur du pays, dans ses grandes villes. Cela étant, au Moyen-Orient vivent des groupes ethniques très divers, d'appartenances religieuses et claniques très variées avec diverses histoires conflictuelles or ces groupes se retrouvent à devoir vivre très à l'étroit les uns à proximité des autres. Cela a pour effet, que le conflit est exacerbé — depuis l'intérieur comme depuis l'extérieur — entre ceux qui ont migré des campagnes dans les villes avec la présence simultanée de millions de réfugiés irakiens, conduit à une tension énorme entre, justement, ces groupes, comme c'est le cas, par exemple, en Syrie. Dans le même temps, le régime a été absolument incapable de réagir à cela. Il n'a en aucune manière intercepté ces tensions sociales en soutenant en correspondance les fermiers.

La dégradation écologique mène à ce que des agricultures — et aussi des agricultures de subsistance — ne fonctionnent plus. C'est une troisième cause primordiale de migration. Rien qu'en Afrique, nous ne contenons plus du tout 90 à 95% de ces mouvements migratoires. Seul 5% des personnes concernées arrivent à entrer dans les zones situées au cœur de l'Europe et de l'Amérique. Le reste du mouvement migratoire reste au fond « en dessous du radar ». Pour résumer :

- (1) Dans le système mondial on en vient à une déstabilisation renforcée des périphéries à la suite du commerce mondial et des crises financières.
- (2) À cela se rajoute une dégradation écologique des périphéries, qui a pour conséquence que les agriculteurs se voient privés des possibilités de subsistance sur place.
- (3) À la suite des migrations intérieures ainsi déclenchées, des conflits armés prennent naissance qui entraînent la répression, la guerre civile et l'expulsion.

Pour finir, une citation encore au sujet de la dégradation écologique : selon une expertise de l'organisme de réassurance de Munich : « *Le changement climatique comptera à l'avenir parmi les plus grands accélérateurs de migration* ». C'est ce qu'on peut déjà constater, en effet, en Afrique. L'eau est chiche, l'énergie est chiche, les matières alimentaires sont chiches. Ce qui laisse tirer la conclusion rétrospective : si cela en est ainsi, cela a aussi à faire avec notre capitalisme, en marche forcée depuis la révolution industrielle, qui a coproduit un bon bout de temps après, pour le moins, sa participation dans le changement climatique d'origine humaine.

Récapitulation

Permettez-moi de résumer, à l'instar d'une strette musicale, ce qui a été dit jusqu'à présent : l'élément moteur de la migration c'est, selon l'essentiel de la *Dreigliederung*, le fait concret que dans le processus économique quelque chose est tombé dans un désordre extrêmement profond. Pour mettre les points sur les « i » [et les queues sous les « q », *ndt*] : on a fait du travail, de la nature et du capital une marchandise. Pour l'essentiel, on en est ainsi arrivé donc à un processus de surcapitalisation des centres industriels. Le capital ne peut plus être absorbé, il ne donne plus de projets d'investissement réels, il ne va plus dans la consommation, mais est malgré cela épargné et doit être finalement exporté. On commença ainsi à conquérir le monde — Rosa Luxembourg désignait ce processus : « conquête de territoires ». ¹¹ J'ai déjà exposé cette évolution en rapport à l'essentiel de la *Dreigliederung* à divers endroits. ¹² Ce qui est cynique dans l'affaire, c'est que la migration est la seule et unique possibilité, pour ceux qui ont été exclus de l'accommodation du travail, de la nature et du capital, de tenter de réclamer de rentrer de nouveau dans le processus économique. La dégradation écologique renforce — et en partie suit aussi — l'accommodation qui mène à ce que des possibilités de subsistance leur sont dérobés et on en vient alors à l'immigration intérieure dans les pays périphériques. Il en résulte en conséquence des conflits armés, la persécution, la répression, les guerres civiles, qui ne font en fait qu'activer l'émigration.

¹¹ Luxembourg, Rosa (1975) : *L'accumulation du capital* dans : *Œuvres complètes*, vol. 5, Berlin pp.5-412.

¹² Par exemple, dans Bleicher André (2015) : *Le commerce avec les ressources — une question de configuration de la globalisation dans Sozialimpulse 2/2015* [traduit en français et disponible sans plus auprès du traducteur, *ndt*]

Intégration

L'émigration résulte donc nécessairement des trois moteurs esquissés plus haut. On va tenter dans ce qui suit de voir quelles stratégies d'acculturation [au sens de l'adoption et de l'assimilation pour un individu ou un groupe d'une culture étrangère, *ndt*] sont suivies pour réussir dans le pays d'accueil. John Berry a subdivisé le processus du déracinement, à la base de l'émigration, en quatre types. Il le dimensionne tout au long de deux positions : D'une part, la stricte conservation de la culture d'origine et le style de vie qui lui est associée. La position contraire forme l'établissement et l'acceptation de relations au sein la société d'accueil. Berry pose donc deux questions : Jugez-vous important de conserver votre identité culturelle et votre caractéristique culturelle ? Et : Jugez-vous précieux d'établir et de maintenir des relations avec d'autres groupes ?¹³ À partir de ces quatre possibilités de réponses, Berry infère donc quatre stratégies d'acculturation :

Migrants en Allemagne : intégrés, assimilés, séparés ou marginalisés ?

- (1) Un acteur se résout pour cela à renoncer à son identité d'origine, complètement au profit de la reprise de la culture du pays d'accueil (à savoir de la société majoritaire), alors c'est qu'il choisit la stratégie de l'assimilation.
- (2) L'intégration résulte, par contre lorsque les caractères fondamentaux de la propre culture d'origine (alimentation, langue, religion, habitus) sont conservés, et ceci nonobstant qu'il se produit dans le même temps une ouverture à l'égard de la culture d'accueil et ses modèles de valeur, normes et structures. Hartmut Esser caractérise, par conséquent, une intégration comprise comme « une existence relativement sans conflit d'interdépendances fonctionnelles entre groupements de population [...] Des dimensions d'inégalité sont supprimées, par exemple, celles de nature économique, ethnique et religieuse, qui entravent dans le même temps la formation d'interdépendances sur plusieurs lignes de différenciation.»¹⁴

Au moyen de l'intégration le migrant acquiert donc une double identité (plurilinguisme, personnalité souple), il se produit un échange régulier entre deux contextes sociaux très différents. Une telle performance d'intégration dans deux contextes sociaux différents, requiert une haute dimension en offres d'apprentissage qui — avant tout de la part des migrants classiques du travail, qui souffrent de restrictions temporelles, sociales et économiques — est à peine à réaliser.

- (3) Dans cette mesure des contacts avec la société majoritaire sont évités, par celle-ci autant que par les migrants et aucune sorte de sens n'y est vu pour abandonner l'entourage social originel, ainsi le préalable à une ségrégation est-il donné. Spécialement des groupes qui fixent une présence seulement temporaire dans le pays d'accueil et sont orientés avant tout vers un retour au pays d'origine et donc n'ont aucune sorte d'intérêt dans l'intégration ou l'assimilation. Une ségrégation ethnique n'est ensuite existante que si l'attitude de ségrégation est associée durablement à la volonté.
- (4) Si le migrant perd son identité d'origine, sans que réussisse pourtant l'appropriation d'une autre identité, Berry parle alors de marginalisation. L'acteur reste parfaitement détaché de sa culture originelle et n'est pas adopté dans la société majoritaire. Une marginalisation s'ensuit régulièrement par exclusion et/ou discrimination, par exemple ensuite, si la société majoritaire est si fermée que le migrant ne peut pas être reconnu comme un membre entièrement valable de la même.

¹³ Berry, John W. (1990) *Psychologie of Acculturation. Understanding Individuals Moving Between Cultures*. Dans: Brislin, R.W. (éditeur), *Applied Cross-Cultural Psychology*, Newbury Park, pp.232-253.

¹⁴ Esser, Hartmut (2001) : *Intégration et conciliation ethnique*. (Document de travail n°40), Mannheim.

Prémises à une intégration réussie

Alors que ségrégation et marginalisation ne peuvent pas être comprises comme modèle d'acculturation réussie, un combat fait rage pour savoir s'il faut s'efforcer à l'intégration ou à l'assimilation.

Particulièrement du côté conservateur, on n'accepte souvent que l'assimilation. Indépendamment de savoir comment ce débat sociétal est décidé, il faut pourtant regarder par quelle possession de ressources le processus d'acculturation peut être principalement maîtrisé. Or, ici, le concept élargi de capital¹⁵ de Pierre Bourdieu — exposé dans ce qui va suivre — peut produire une contribution précieuse.¹⁶

1. Capital économique

Le concept « capital » provient de l'économie. Il signifie ici une appropriation cumulative, individuelle comme collective, de choses matérielles. Bourdieu voit fondamentalement problématique cette dimension exclusivement économique-matérielle du concept, car « ce concept scientifico-économique de capital réduit la totalité des conditions sociétales d'échanges aux simples échanges de marchandises, dirigés par l'intérêt personnel. »¹⁷ Dans la mesure où cette évaluation matérielle est exclusivement suivie, toutes les relations d'échanges sont ignorées qui sont de nature non-matérielles et en dehors de l'intérêt personnel. L'économie encaisse le concept de capital pour elle, dans la mesure où l'échange de marchandises est estimée comme la seule et unique forme d'échanges sociaux et, soit, nie toutes les autres formes d'échanges, soit les aplatit en production économique et donc les marchandises [ce qu'on appelle la « marchandisation » ou « l'économisation » forcée, *ndt*].

À côté de la vie économique, Bourdieu voit un monde, dont les « biens » ne sont pas quantifiables, ni étiquetables, avec un prix objectif ; pourtant ces biens reflètent un facteur de pouvoir tout aussi élevé dans les relations sociales. À partir de cette base, il n'est donc pas suffisant de rétrécir le concept de capital à l'économie ; il est beaucoup plus important de considérer les relations d'échanges dans leur totalité et de « déterminer les lois d'après lesquelles les diverses sortes de capital [...] sont transformées mutuellement les unes dans les autres ». D'une importance centrale est donc le concept de capital culturel, spécialement en considération de l'analyse des chances d'intégration des migrants.

2. Capital culturel

Sous « capital culturel », Bourdieu comprend la totalité des contenus culturels individuellement accumulés sur lequel le regard est à diriger avant tout pour le processus d'intégration. Les formes d'état du capital culturel qui suivent, se laissent distinguer selon Bourdieu, à savoir ceux incorporé, objectivé et institutionnalisé.

Le *capital culturel incorporé* est transformé au moyen d'investissement de temps, en facultés et accumulé. Il est associé à chaque acteur ; on ne peut donc pas délégué l'acquisition du capital culturel incorporé et il conserve donc une assurance la plus grande possible vis-à-vis de tentatives d'exploitation par les possesseurs du capital économique ou social, car au contraire d'une chose que l'on peut transmettre, purement et simplement possédée par un acteur, avec le capital culturel incorporé, le capital sujet et le capital objet se fondent en une unité inséparable. En tant que capital incorporé, la formation devient une partie constituante solide d'un individu, un habitus — de cet avoir un être est devenu.

Tandis qu'un capital économique décrit de quelle manière un acteur est intégré ou exclu dans le sous-système économique, avec le concept de capital culturel disponible se laisse mesurer, en revanche, l'intégration ou l'exclusion dans le sous-système spirituel. La mesure d'intégration est pourtant non

¹⁵ Comme aperçu digne d'être recommandé : Bourdieu, Pierre (1983) : *Capital économique, capital culturel, capital social*, dans : Kreckel Reinahrd (éditeur) *Inégalités sociales*, Göttingen pp.183-198.

¹⁶ Voir Bourdieu, Pierre (1982) : *Les différences ténues. Critique de la force du jugement sociétal*, Francfort-sur-le-Main.

¹⁷ Voir Bourdieu, Pierre (1992) : *Les mécanismes cachés du pouvoir*. Hambourg, p.50.

seulement déterminée par le capital culturel incorporé, mais au contraire encore par le capital culturel objectif.

Le capital culturel objectif acquiert son importance à partir de son rôle ambivalent comme aspect partiel de l'objet qui peut, il est vrai seulement, en venir à se déployer sur l'existence correspondante de capital culturel incorporé. Comme exemples de cette sorte de capital, des biens comme des livres, encyclopédies, instruments ou machines se laissent citer. Le possesseur de capital économique, d'une manière exemplaire sous forme d'un ordinateur, peut ne pas comprendre la logique fonctionnelle de son bien et donc il ne peut pas en épuiser le potentiel, si le savoir correspondant lui fait défaut : il ne dispose pas du capital incorporé nécessaire, pour pouvoir utiliser le capital culturel objectif. Ici, la différence devient évidente entre transposition matérielle et appropriation symbolique du capital culturel. En considération matérielle, économique et juridique, une transposition d'un bien peut résulter, tandis qu'après en avoir payé le prix d'achat, un nouveau propriétaire prend juridiquement possession de l'objet. La singularité du capital culturel consiste, sur ces entrefaites, directement dans la difficulté de sa transmission. De cette problématique particulière, Bourdieu en conclut la non-univocité de la répartition sociale des rôles ; dans une société, dans laquelle les possesseurs du capital économique, donc exemplairement possesseurs des moyens de production, ne disposent pas du capital culturel incorporé nécessaire à la compréhension des biens produits à chaque fois, mais dans le même temps, les possesseurs de ce capital ne sont pas les possesseurs du bien, la question presse dès lors : qui est donc le maître et qui est donc celui qui est possédé ?

La forme institutionnalisée du capital culturel s'est formée comme une réponse à la caractéristique de l'état du capital culturel incorporé. Comme exemple classique, fonctionne ici, le titre officiel. Au moyen du titre scolaire ou académique, on octroie une reconnaissance institutionnelle, à une personne déterminée, de posséder un capital culturel. L'accumulation du capital culturel, qui n'est fondamentalement pas estimable avec précision, se voit ainsi standardisée dans ce processus, c'est-à-dire que des standards sont fixés, pour la démarcation du titre, relativement et indépendamment du capital culturel que le porteur possède effectivement à un moment donné. Une telle standardisation a pour conséquence que la représentation d'une empreinte graduelle de ce capital est institutionnalisée et légitimée (par exemple apprenti, compagnon, maître [mais aussi curé, évêque, archevêque (cardinaux et pape)] et, calqué parfaitement sur l'Église romaine — qui excelle dans le genre — à l'université : PhD, maître de conférence (rang B) et professeur (rang A), etc (directeur d'université et recteur d'académie, ministre, président)..., *ndt*). Des différences de prestation minimales entraînent derrière soi des conséquences maximales pour le parcours scolaire, professionnel ou académique [et ecclésiastique, *ndt*].

3. Capital social

Si en démarcation du capital économique, comme de celui culturel, l'espèce du *capital social*, est certes individuellement cumulable, nonobstant impensable sans un contexte collectif. Bourdieu définit le terme comme « la totalité des ressources actuelles et potentielles qui sont associées à la possession d'un réseau durable [...] de relations institutionnelles de connaissances et de reconnaissances mutuelles. »¹⁸ Le degré de capital social ne se détermine donc pas à partir de la grandeur de du réseau des personnes, mais plutôt à partir de la grandeur du capital social de celui-ci ou des personnes connues.

Des migrants disposent d'un « trousseau » de capital qui connaît souvent une dévaluation au cours du processus d'émigration. Le capital économique est épuisé dans le sillage des voyages ou même de la fuite, le capital social est limité aux relations avec la société d'origine, tandis qu'il en renferme à peine avec la société d'accueil [quand il s'agit de personnalités scientifiques ou de politiques, il peut y en avoir un peu. *ndt*]. Le capital culturel incorporé reste certes tendanciellement conservé, nonobstant contestable quant à l'ampleur avec laquelle il puisse être reconnu comme un capital institutionnalisé.

Si l'on fait le bilan sur ce « trousseau » de capital des migrants, en résumé :

¹⁸ Bourdieu, Pierre (1992) à l'endroit cité précédemment, p.60.

- Les migrants ont consommé leur capital économique, si principalement ils en avaient un, pour leur voyage/fuite.
- Leur capital culturel est tendanciellement dévalué,
- Et leur capital social n'existe pas non plus dans une ampleur digne d'être nommée, puisque des contacts avec la société d'accueil ne sont existants que dans une très ampleur très faible.

Les différences ténues — analyse socio-graphique de Bourdieu

Le sociologue français, Pierre Bourdieu a utilisé ces trois sortes de capital pour déterminer l'ordre social des acteurs. On devrait se représenter la totalité, au fond, comme des dés jetés, mais les deux dimensions du capital économique et culturelle, sont d'une importance particulière, c'est pourquoi je me limiterai à celles-ci. Sur l'axe vertical, Bourdieu reporte combien de quantité de capital un acteur a accumulée en tout — donc le fait que quelqu'un soit riche ou pauvre — à l'occasion tous les trois formes de capital sont additionnées. Il en résulte une stratification de la société au sens d'un « en haut » et d'un « en bas ». Dans le même temps, il affine la présentation en analysant la structure du capital. Avec cela, la composition du volume de capital est examinée à la loupe, et donc la question de savoir si l'acteur possède plus de capital culturel et moins de celui économique, ou l'inverse. Ainsi sur l'axe horizontal, Bourdieu reporte-t-il la structure du capital : du côté gauche il place ceux qui disposent de beaucoup de capital culturel et moins de capital économique et sur le côté droit, par contre, ceux qui disposent de beaucoup de capital économique mais peu de capital culturel. Son œuvre principale, parue en 1982 — *Les différences ténues* — renferme une stratification de la société française, selon les sortes de capital et apparaît toujours digne d'être lue.

Dans une figure dans cet ouvrage, on voit le système d'axe mentionné : en haut se trouvent les riches, en bas, les pauvres, donc ceux qui disposent respectivement de beaucoup et de peu de capital. Mais ce qui est intéressant, c'est le schéma droite-gauche, car avec cela, le positionnement d'un acteur peut être très bien décrit. Bourdieu affirme qu'un entrepreneur cumule avant tout du capital économique, mais il dispose aussi de capital de formation, mais ce n'est pas son objectif primaire. Pour le professeur d'université, qui se situe tout en haut à gauche, la richesse économique n'est nullement aussi importante, mais le capital culturel est toujours très important pour lui. [Vous me direz qu'on n'avait pas besoin d'un schéma pour savoir cela, il suffisait de parler avec ce dernier, il vous l'aurait dit tout de suite... ! *ndt*] de haut en bas, a lieu, comme dit, une stratification : en haut, riche, en bas, pauvre. Cette analyse socio-graphique fut rehaussée, tandis que Bourdieu mena des *interviews*, rendit visite aux acteurs, observa comment ils vivaient, quelles tableaux ils avaient sur leurs murs, quelles musiques ils écoutaient, de quels jeux ils jouaient et même quels alcools ils buvaient.

Où donc classerait-on un migrant ? Il dispose à peine de capital économique, le capital culturel est bien existant, mais sous une forme institutionnalisée et le capital social n'a pas non plus grande valeur, car il ne s'étend pas à la société d'accueil. Le migrant est donc à positionner passablement et largement en-dessous, il tentera d'améliorer sa position. La stratégie de marginalisation ou de la ségrégation n'améliorera pas sa position. Au lieu de cela, la stratégie d'intégration peut réussir — tandis qu'est cumulé dans la société d'accueil du capital social et celui-ci peut être converti ensuite en capital culturel et économique.

Intégration pensée sérieusement et *Dreigliederung*

À présent, je voudrais rapporter le tout à la *Dreigliederung* fonctionnelle, pour placer ici une conclusion à cette thématique du colloque. Une intégration qui est sérieusement pensée ne fonctionne que dans une participation aux trois sous-systèmes sociétaux désignés. Cela été négligé dans le débat sur l'intégration et avec cela on prendra encore et toujours peu de soin pour le faire.

Participation au système social

Pour cela un exemple. Par les modifications légales permanentes des moyens universitaires, quelques scientifiques, voici 15 ans, furent poussés à émigrer. Trois de mes collègues ont ainsi migrés en Angleterre, deux d'entre eux dans de très bonnes universités, tout au nord, dans des postes totalement assurés, avec un revenu assuré pour le restant de leurs jours. Avec ces deux-là, je suis de temps en temps en conversation

téléphonique et nous nous rencontrons encore. Ils disent qu'ils sont là-bas depuis 15 ans, mais ils n'ont encore invité aucun de leurs collègues à une *party*. Quoiqu'ils collaborent constamment avec eux, il est donc manifestement énormément difficile de mettre place des liens sociaux.

Si vous réfléchissez à cela avec l'assimilation, qui est exigée par le côté conservateur, alors nous reconnaissons le double-fond de cette exigence eu égard à la répartition du capital : les migrants doivent s'assimiler, mais la structure de la société doit rester stable en même temps, par conséquent l'accumulation de capital social est entravée. Si l'on exprime cela avec un peu d'exagération : On ne veut pas de migrants dans le *club* allemand ou bien comme l'exprime la blague américaine : « Je ne peux pas supporter deux choses : la discrimination raciste et des nègres au bar ».

Participation au système culturel

Au-delà de l'espace dans lequel je suis actif, j'ai appris à connaître de nombreux acteurs des institutions officielles travaillant par exemple dans l'administration du *Land*, lesquels sont très touchés et très engagés et se préoccupent des possibilités de loger et de nourrir les réfugiés. Entre temps, trois ans ont passé et les personnes concernées demeurent encore dans les mêmes abris serrées les unes sur les autres. Il s'est passé relativement peu de chose depuis, pour mettre en place leurs capacités de rattachement au sous-système culturel. L'acquisition de capital culturel institutionnel n'est pas particulièrement facilitée aux migrants. J'ai été témoin, dans mon bureau, de la manière dont des collaborateurs de mon université ont éclaté sanglots parce qu'ils voulaient faire plus, mais n'y furent pas autorisés. Lorsqu'à l'époque, nous nous rendîmes à Stuttgart, au ministère, pour proposer aux migrants deux cours d'introduction à l'université, la réponse fut que, manifestement, nous disposions de capacités suffisantes, puisqu'en effet, nous étions capables de mettre en place des offres supplémentaires, c'est donc que notre attribution de moyen serait à re-contrôler. L'engagement fut donc retourné contre nous [C'est ce qu'on appelle, en France et ici, *din ch'nord* : « ar'tourner l'bac sul pourchio ! *ndt*]

Participation au sous-système économique

En relation au sous-système économique, je ne dois pas nécessairement vous dire combien il est difficile d'entrer sur le marché du travail. La dévaluation du capital culturel contribue à ce que la transformation entre les formes de capital ne réussisse pas, ni entre le capital culturel et celui économique, ni entre le capital culturel et celui social et pas non plus entre capital social et celui économique. J'affirme, en relation à tous ces trois sous-systèmes, que la société d'accueil ne veut réellement pas permettre une assimilation, même lorsqu'on prétend que les migrants doivent s'assimiler.

Conversion d'une forme de capital en une autre

En rapport avec la thèse de Bourdieu que l'on pourrait convertir les trois capitaux les uns dans les autres, je voudrais indiquer une ultime idée de lui, très précieuse, à savoir que la conversion n'a pas lieu au sens d'un échange économique. On peut être exemplairement très riche, mais dans l'espace linguistique de l'Europe centrale, il n'est cependant toujours pas si facile d'acheter un titre. On peut nonobstant convertir une bonne part de capital économique en capital culturel et social, parce qu'on a au moins le temps d'acquérir du capital culturel par le gérance du capital économique. La question c'est de savoir si l'on peut aussi convertir du capital culturel en capital économique. Cela ne marche que si ce capital culturel est aussi accepté comme capital culturel institutionnalisé. Si la clôture d'une formation ne vaut rien, je ne peux rien commencer avec cela sur le marché du travail. Cette institutionnalisation peut être un obstacle considérable à franchir et dans ce sens, il reste difficile de mettre en œuvre cette éventuelle conversion en particulier pour des migrants.

Sozialimpulse 4/2017.

(Traduction Daniel Kmiecik)